



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/20 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/19 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	46 918 065	30 993 256
VENTES DE MARCHANDISES	45 634 019	30 219 747
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	11 420	5 036
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	1 103 335	676 124
<i>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES</i>	<i>46 748 776</i>	<i>30 900 908</i>
TRANSFERTS DE CHARGES	147 429	71 874
AUTRES PRODUITS	21 859	20 473
CHARGES D'EXPLOITATION	50 239 543	30 627 799
ACHATS DE MARCHANDISES	39 640 972	23 223 379
VARIATION DES STOCKS	(4 706 897)	193 434
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	183 347	30 252
VARIATION DES STOCKS	(18 204)	3 011
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	6 358 007	2 871 300
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	533 716	394 838
SALAIRES ET TRAITEMENTS	4 907 729	2 892 512
CHARGES SOCIALES	1 261 642	876 469
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	2 009 567	132 886
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	8	
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	48 456	
AUTRES CHARGES	21 196	9 713
RESULTAT D'EXPLOITATION	(3 321 478)	365 457
PRODUITS FINANCIERS	16 512	12 607
PARTICIPATIONS	13 158	11 736
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	862	713
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	2 491	157
CHARGES FINANCIERES	356 305	125 343
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	356 305	125 343
RESULTAT FINANCIER	(339 793)	(112 736)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(3 661 271)	252 721



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/20 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/19 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 539 088 21 914 3 517 174 3 130 393 3 128 654 1 739	7 867 500 7 888 652 25 000 7 863 652
RESULTAT EXCEPTIONNEL	408 694	(21 152)
PARTICIPATION DES SALAIRES		50 544
IMPOTS SUR LES BENEFICES	30 971	9 604
<i>Total des produits</i>	<i>50 473 666</i>	<i>38 873 364</i>
<i>Total des charges</i>	<i>53 757 214</i>	<i>38 701 943</i>
BENEFICE NET COMPTABLE		171 420
PERTE NETTE COMPTABLE	(3 283 547)	
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier Produits financiers concernant les entreprises liées Charges financières concernant les entreprises liées	4 753 1 981	3 487 546

Comptes certifiés conformes

DocuSigned by:

 1A52D8A1A8A34D4...



BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/20 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/19 Durée 12 mois
	B R U T	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	N E T	N E T
ACTIF IMMOBILISE	39 022 960	6 365 207	32 657 752	25 889 086
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 151 144	75 866	1 075 277	1 046 874
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	126 205	75 866	50 338	21 935
FONDS COMMERCIAL (1)	1 024 939		1 024 939	1 024 939
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	36 875 097	6 289 340	30 585 757	23 806 488
TERRAINS	2 150 374	58 290	2 092 084	2 585 677
CONSTRUCTIONS	28 038 564	4 703 014	23 335 550	374 613
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	6 119 315	1 267 139	4 852 176	125 975
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	561 928	260 897	301 031	59 040
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	4 914		4 914	20 661 181
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	996 717		996 717	1 035 724
PARTICIPATIONS	19 995		19 995	19 995
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	115 984		115 984	166 648
TITRES IMMOBILISES DIVERS	662 758		662 758	646 428
PRETS	189 945		189 945	194 617
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	8 035		8 035	8 035
ACTIF CIRCULANT	11 866 577	4 664	11 861 913	9 387 327
STOCKS ET EN-COURS	6 446 195		6 446 195	1 721 094
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	26 925		26 925	8 721
MARCHANDISES	6 419 270		6 419 270	1 712 373
ACOMPTE VERSE SUR COMMANDES	15 553		15 553	334 600
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	3 684 230	4 664	3 679 565	1 458 911
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	724 618	4 664	719 954	50 266
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	2 959 611		2 959 611	1 408 645
CREANCES DIVERSES (3)	1 152 960		1 152 960	5 110 231
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 699		1 699	1 699
DISPONIBILITES	208 917		208 917	449 609
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	357 021		357 021	311 180
TOTAL GENERAL	50 889 537	6 369 871	44 519 665	35 276 414
(1) Dont droit au bail			7 451	14 627
(2) Dont à moins d'un an				
(3) Dont à plus d'un an				



BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/20 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/19 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	(28 512)	3 610 034
CAPITAL	400 000	400 000
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT	221 261	221 261
RESERVES	2 633 773	2 817 352
RESERVE LEGALE	40 000	40 000
AUTRES RESERVES	2 593 773	2 777 352
RESULTAT DE L'EXERCICE	(3 283 547)	171 420
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>(28 512)</i>	<i>3 610 034</i>
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	316 520	100 000
PROVISIONS POUR RISQUES	316 520	100 000
DETTES (1)	44 231 658	31 566 379
DETTES FINANCIERES (2)	36 403 815	21 157 867
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	32 581 237	21 118 787
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	3 822 577	39 079
DETTES D'EXPLOITATION	6 787 637	3 594 089
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	5 452 539	2 724 994
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 259 154	793 569
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	75 943	75 525
DETTES DIVERSES	1 037 871	6 812 088
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	1 006 386	6 760 428
AUTRES DETTES DIVERSES	31 485	51 660
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	2 333	2 333
TOTAL GENERAL	44 519 665	35 276 414
(1) Dont à plus d'un an	31 922 876	18 515 525
Dont à moins d'un an	12 308 782	13 050 853
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	1 205 596	1 045 145

Comptes certifiés conformes

DocuSigned by:

M. Genais MARC(HAND)

1A52D8A1A8A34D4...

JOUE DISTRIBUTION
Société par actions simplifiée au capital de 400 000 euros
Siège social : 55 Route de Monts
37300 JOUE LES TOURS
349 786 897 RCS TOURS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 24 JUILLET 2020

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 janvier 2020

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à -3 283 547,49 euros de la manière suivante :

Perte de l'exercice-3 283 547,49 euros

En totalité au compte « report à nouveau »- 3 283 547,49 euros
s'élevant ainsi à – 3 283 547,49 euros

L'Assemblée Générale décide en outre de compenser partiellement ledit compte « report à nouveau » débiteur par imputation de 2 593 773,57 euros sur le compte « autres réserves ».

Le compte « report à nouveau » se trouve ainsi ramené à -689 773,92 euros et le compte « autres réserves » à 0.

L'Assemblée Générale constate que compte tenu de ce résultat, les capitaux propres de la Société sont devenus inférieurs à la moitié du capital social. Il conviendra donc, conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce, de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société, dans le délai de quatre mois à compter de la date de la présente assemblée générale.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Total des sommes distribuées	Nombre d'actions concernées	Réfaction sur les dividendes (Article 158.3.2 CGI)	
			Dividende éligible	Dividende non éligible
31/01/2017	600 000 €	1 000	1 800 €	598 200 €
31/01/2018	250 000 €	1 000	750 €	249 250 €
31/01/2019	355 000 €	1 000	1 065 €	353 935 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 24 juillet 2020

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés ayant le droit de vote.

Certifié conforme
Le Président
M. MARCHAND Gervais

M. MARCHAND Gervais

A N N E X E

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le transfert du magasin sur le nouveau site a été effectué le 24 avril 2019. La surface de vente est ainsi passée de 2 565 m² à 7 160 m².

La fin des travaux de construction et d'agencement du magasin réalisés sur l'exercice, ainsi que le matériel acquis s'élèvent à 9 752 k€, investissements totalement financés par emprunt. Pour rappel, les travaux en cours à la clôture de l'exercice précédent s'élevaient à 20 661 k€.

La plus-value dégagée sur la V.E.F.A. de lots de copropriété de la galerie marchande à la société LAGEMA (société sœur de JOUE DISTRIBUTION) a été constatée sur l'exercice pour 380 k€.

Sur l'ancien site, une activité E.Leclerc Express (surface de vente de 1 707 m²) a débuté le 2 octobre 2019 ; les investissements pour l'ouverture de cette nouvelle activité sont de 1 054 k€, financés par emprunt à hauteur de 1 000 k€.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

La pandémie du Coronavirus Covid-19, déclarée le 12 mars 2020 par l'Organisation Mondiale de la Santé comme une urgence de santé publique de portée internationale, ne remet pas en cause la continuité d'exploitation de la société. Les conséquences du Covid-19 n'entraînent aucune correction de la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits dans les comptes établis au 31/01/2020.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-07, le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur une durée de 1 à 5 ans.

Le fonds commercial est inscrit pour sa valeur d'apport suite à la fusion ; il n'a pas fait pas l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

En application des dispositions du règlement A.N.C. n° 2015-06, un test de dépréciation a été mené sur la valeur du fonds commercial : aucune dépréciation n'a été détectée sur cette valeur, sa valeur actuelle étant supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	5 à 25 ans	- Matériel d'exploitation :	3 à 15 ans
- Constructions :	10 à 25 ans	- Matériel de transport :	5 ans
- Agencements des constructions :	5 à 15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 10 ans
- Agencements divers :	5 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	3 à 10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec l'amortissement économique des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 1 000 actions de 400 euros.

Fonds commercial

* Valeur d'apport de la S.A. ALOUETTE DISTRIBUTION	Fusion le 01.10.1997	929 939
* Droit au bail Drive	Acquisition le 14.02.2011	95 000
		1 024 939

Immobilisations

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	1 117 301	43 741	9 897	1 151 144
Immobilisations corporelles	28 828 790	11 903 893	3 857 585	36 875 098
Immobilisations financières - titres	666 424	16 330		682 753
Immobilisations financières - créances	369 301	10 475	65 812	313 965
	30 981 816	11 974 439	3 933 294	39 022 960

Amortissements

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	70 427	15 338	9 897	75 867
Immobilisations corporelles	5 022 302	1 995 969	728 931	6 289 341
	5 092 729	2 011 307 (*)	738 828	6 365 208
(*) Dont dotation :				
. linéaire		1 530 004		
. dégressive		479 564		
. exceptionnelle		1 739		

Provisions et dépréciations

	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	100 000	216 520		316 520
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	4 656	9		4 664
	104 656	216 529 (*)	(*)	321 184
(*) Dont :				
. exploitation		48 465		
. financier				
. exceptionnel		168 064		

(1) Les provisions pour risques et charges correspondent :

- à un litige de la société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, qui a été assignée par le ministre de l'économie et des finances devant le tribunal de Commerce de Paris, en vue d'obtenir la restitution de remises additionnelles perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs. La quote-part de remises additionnelles susceptible d'être reversées par la société s'élève à 100 k€,

- à des réductions sur ventes accordées aux clients sur l'exercice et non utilisées à la clôture de l'exercice ; ces réductions sur ventes sont valorisées au coût de revient de l'avantage accordé et s'élèvent à 48 k€,
- au risque de non imputation sur l'impôt sur les bénéfices dans les 5 ans, de réductions d'impôts mécénat à hauteur de 168 k€.

Biens pris en crédit-bail**Néant****Créances : état des échéances**

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	313 965	7 451	306 514
Acomptes versés sur commandes	15 554	15 554	
Créances d'exploitation	3 684 230	3 684 230	
Créances diverses	1 152 960	1 152 960	
Charges constatées d'avance	357 021	357 021	
	5 523 730	5 217 216	306 514

Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	1 225 162	1 225 162		
Emprunts bancaires (1)	31 356 076	2 328 012	11 409 937	17 618 126
Emprunts & dettes financières divers (2)	3 822 578	12 417	3 810 160	
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	6 787 638	6 787 638		
Dettes diverses	1 037 872	1 037 872		
Produits constatés d'avance	2 333	2 333		
	44 231 659	11 393 434	15 220 097	17 618 126

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 19 566

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 13 210 250

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 1 912 870

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 3 798 736

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	-
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	-

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

	<u>Hypermarché</u>	<u>Drive</u>	<u>Express</u>	<u>Total</u>
- Ventes de marchandises	30 630 596	12 617 972	2 385 451	45 634 019
- Production vendue (biens)	11 421	-	-	11 421
- Production vendue (services)	721 557	381 697	81	1 103 336
	31 363 574	12 999 669	2 385 533	46 748 776

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	14
- Agents de maîtrise	27
- Employés	212
	253

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

A compter du 1^{er} janvier 2019, le CICE a été supprimé et remplacé par une réduction de 6 points des charges sociales (assurance maladie) sur les salaires inférieurs à 2.5 fois le SMIC.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Dégrèvement d'impôt	-	21 914
Cessions d'immobilisations corporelles (*)	3 128 654	3 517 174
Immobilisations mises au rebut	1 739	-
	3 130 393	3 539 088

(*) Les produits et charges exceptionnels sur cession d'immobilisations corporelles correspondent à la V.E.F.A. de lots de copropriété de la galerie marchande facturée à la société LAGEMA à hauteur de 3 042 k€ pour les charges, et 3 427 k€ pour les produits, soit une marge de 385k€.

Participation des salariés Néant

Taux de l'impôt sur les bénéfices Néant

Intégration fiscale

A compter du 1^{er} février 2017, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère JLT SUD. La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts (provision pour impôts sur réduction d'impôts mécénat)	30 971
- Impôt concernant le résultat exceptionnel	-
	30 971

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 28 %)	3 348
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 28 %)	1 210

La société dispose d'un déficit fiscal reportable de 3 154 838 €.

AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles et personnelles

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce, privilège de prêteur de deniers, mandat d'hypothéquer à première demande) à hauteur de 31 356 075 € et par ses sûretés personnelles à hauteur de 7 563 967 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	1 835 290	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	148 400	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	-	-
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective nationale du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.5 % (*) ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 2 % (*) ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 38 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2018.

(*) Le taux d'inflation et le taux d'actualisation ont été fixés en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 169 000 €

Entreprises liées

	JOUE ENERGIE	LAGEMA	LES MARCHANDIERES	JLT SUD
Participations	10 000		9 995	
Créances rattachées à des participations		3 314	112 670	
Créances diverses	51 202	344 372		192 277
Emprunts et dettes financières divers				1 696 372
Produits de participation	746	3 314	693	
Intérêts et charges assimilées				1 981

Filiales & participations à plus de 50 %

S.A.S. JOUE ENERGIE 37 300 JOUE LES TOURS R.C.S. TOURS 839 062 171	S.A.S. LES MARCHANDIERES 37 300 JOUE LES TOURS R.C.S. TOURS 795 287 796
--	---

Capital	10 000	10 000
Capitaux propres autres que le capital	-70 350	14 058
Quote-part du capital détenu	100.00%	99.95%
Valeur brute des titres détenus	10 000	9 995
Valeur nette des titres détenus	10 000	9 995
Prêts et avances consentis	-	-
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	9 100 551	45 972
Résultat du dernier exercice clos	-25 047	18 762
Dividendes encaissés	-	-
Date de clôture du dernier exercice	31/01/2020	31/01/2020

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

Certifié Conforme

DocuSigned by:

 1A52D8A1A8A34D4...

JOUE DISTRIBUTION**SAS AU CAPITAL DE 400.000 EUROS****SIEGE SOCIAL : 55 ROUTE DE MONTS 37300 JOUE LES TOURS****R.C. TOURS 349 786 897****SIRET : 349 786 897 00034 NAF 4711F**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**Exercice clos le 31 janvier 2020**

A l'assemblée générale de la société JOUE DISTRIBUTION,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société JOUE DISTRIBUTION relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 19 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} février 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La note de l'annexe « Stocks » indique la méthode de valorisation des stocks de matières et de marchandises. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables retenus par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode comptable précisée et des informations fournies dans la note de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- Votre société constitue des provisions tel que décrit dans la note « Provisions et dépréciations » de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à vérifier que la note « provisions et dépréciations » donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes .

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 9 juillet 2020

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
ORCOM AUDIT

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'T. Closset', enclosed within a large, stylized blue oval or loop.

T. CLOSSET
Associé



BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/20 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/19 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	39 022 960	6 365 207	32 657 752	25 889 086
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 151 144	75 866	1 075 277	1 046 874
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	126 205	75 866	50 338	21 935
FONDS COMMERCIAL (1)	1 024 939		1 024 939	1 024 939
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	36 875 097	6 289 340	30 585 757	23 806 488
TERRAINS	2 150 374	58 290	2 092 084	2 585 677
CONSTRUCTIONS	28 038 564	4 703 014	23 335 550	374 613
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	6 119 315	1 267 139	4 852 176	125 975
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	561 928	260 897	301 031	59 040
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	4 914		4 914	20 661 181
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	996 717		996 717	1 035 724
PARTICIPATIONS	19 995		19 995	19 995
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	115 984		115 984	166 648
TITRES IMMOBILISES DIVERS	662 758		662 758	646 428
PRETS	189 945		189 945	194 617
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	8 035		8 035	8 035
ACTIF CIRCULANT	11 866 577	4 664	11 861 913	9 387 327
STOCKS ET EN-COURS	6 446 195		6 446 195	1 721 094
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	26 925		26 925	8 721
MARCHANDISES	6 419 270		6 419 270	1 712 373
ACOMPTE VERSE SUR COMMANDES	15 553		15 553	334 600
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	3 684 230	4 664	3 679 565	1 458 911
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	724 618	4 664	719 954	50 266
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	2 959 611		2 959 611	1 408 645
CREANCES DIVERSES (3)	1 152 960		1 152 960	5 110 231
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 699		1 699	1 699
DISPONIBILITES	208 917		208 917	449 609
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	357 021		357 021	311 180
TOTAL GENERAL	50 889 537	6 369 871	44 519 665	35 276 414
(1) Dont droit au bail			7 451	14 627
(2) Dont à moins d'un an				
(3) Dont à plus d'un an				



BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/20 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/19 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	(28 512)	3 610 034
CAPITAL	400 000	400 000
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT	221 261	221 261
RESERVES	2 633 773	2 817 352
RESERVE LEGALE	40 000	40 000
AUTRES RESERVES	2 593 773	2 777 352
RESULTAT DE L'EXERCICE	(3 283 547)	171 420
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	(28 512)	3 610 034
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	316 520	100 000
PROVISIONS POUR RISQUES	316 520	100 000
DETTES (1)	44 231 658	31 566 379
DETTES FINANCIERES (2)	36 403 815	21 157 867
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	32 581 237	21 118 787
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	3 822 577	39 079
DETTES D'EXPLOITATION	6 787 637	3 594 089
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	5 452 539	2 724 994
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 259 154	793 569
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	75 943	75 525
DETTES DIVERSES	1 037 871	6 812 088
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	1 006 386	6 760 428
AUTRES DETTES DIVERSES	31 485	51 660
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	2 333	2 333
TOTAL GENERAL	44 519 665	35 276 414
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an	31 922 876 12 308 782	18 515 525 13 050 853
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	1 205 596	1 045 145



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/20 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/19 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	46 918 065	30 993 256
VENTES DE MARCHANDISES	45 634 019	30 219 747
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	11 420	5 036
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	1 103 335	676 124
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	46 748 776	30 900 908
TRANSFERTS DE CHARGES	147 429	71 874
AUTRES PRODUITS	21 859	20 473
CHARGES D'EXPLOITATION	50 239 543	30 627 799
ACHATS DE MARCHANDISES	39 640 972	23 223 379
VARIATION DES STOCKS	(4 706 897)	193 434
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	183 347	30 252
VARIATION DES STOCKS	(18 204)	3 011
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	6 358 007	2 871 300
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	533 716	394 838
SALAIRES ET TRAITEMENTS	4 907 729	2 892 512
CHARGES SOCIALES	1 261 642	876 469
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	2 009 567	132 886
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	8	
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	48 456	
AUTRES CHARGES	21 196	9 713
RESULTAT D'EXPLOITATION	(3 321 478)	365 457
PRODUITS FINANCIERS	16 512	12 607
PARTICIPATIONS	13 158	11 736
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	862	713
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	2 491	157
CHARGES FINANCIERES	356 305	125 343
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	356 305	125 343
RESULTAT FINANCIER	(339 793)	(112 736)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(3 661 271)	252 721



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/20 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/19 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL	3 539 088 21 914 3 517 174	7 867 500 7 867 500
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 130 393 3 128 654 1 739	7 888 652 25 000 7 863 652
RESULTAT EXCEPTIONNEL	408 694	(21 152)
PARTICIPATION DES SALARIES		50 544
IMPOTS SUR LES BENEFICES	30 971	9 604
<i>Total des produits</i>	<i>50 473 666</i>	<i>38 873 364</i>
<i>Total des charges</i>	<i>53 757 214</i>	<i>38 701 943</i>
BENEFICE NET COMPTABLE		171 420
PERTE NETTE COMPTABLE	(3 283 547)	
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier Produits financiers concernant les entreprises liées Charges financières concernant les entreprises liées	4 753 1 981	3 487 546

A N N E X E

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le transfert du magasin sur le nouveau site a été effectué le 24 avril 2019. La surface de vente est ainsi passée de 2 565 m² à 7 160 m².

La fin des travaux de construction et d'agencement du magasin réalisés sur l'exercice, ainsi que le matériel acquis s'élèvent à 9 752 k€, investissements totalement financés par emprunt. Pour rappel, les travaux en cours à la clôture de l'exercice précédent s'élevaient à 20 661 k€.

La plus-value dégagée sur la V.E.F.A. de lots de copropriété de la galerie marchande à la société LAGEMA (société sœur de JOUE DISTRIBUTION) a été constatée sur l'exercice pour 380 k€.

Sur l'ancien site, une activité E.Leclerc Express (surface de vente de 1 707 m²) a débuté le 2 octobre 2019 ; les investissements pour l'ouverture de cette nouvelle activité sont de 1 054 k€, financés par emprunt à hauteur de 1 000 k€.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

La pandémie du Coronavirus Covid-19, déclarée le 12 mars 2020 par l'Organisation Mondiale de la Santé comme une urgence de santé publique de portée internationale, ne remet pas en cause la continuité d'exploitation de la société. Les conséquences du Covid-19 n'entraînent aucune correction de la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits dans les comptes établis au 31/01/2020.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-07, le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur une durée de 1 à 5 ans.

Le fonds commercial est inscrit pour sa valeur d'apport suite à la fusion ; il n'a pas fait pas l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

En application des dispositions du règlement A.N.C. n° 2015-06, un test de dépréciation a été mené sur la valeur du fonds commercial : aucune dépréciation n'a été détectée sur cette valeur, sa valeur actuelle étant supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	5 à 25 ans	- Matériel d'exploitation :	3 à 15 ans
- Constructions :	10 à 25 ans	- Matériel de transport :	5 ans
- Agencements des constructions :	5 à 15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 10 ans
- Agencements divers :	5 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	3 à 10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec l'amortissement économique des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 1 000 actions de 400 euros.

Fonds commercial

* Valeur d'apport de la S.A. ALOUETTE DISTRIBUTION	Fusion le 01.10.1997	929 939
* Droit au bail Drive	Acquisition le 14.02.2011	95 000
		1 024 939

Immobilisations

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	1 117 301	43 741	9 897	1 151 144
Immobilisations corporelles	28 828 790	11 903 893	3 857 585	36 875 098
Immobilisations financières - titres	666 424	16 330		682 753
Immobilisations financières - créances	369 301	10 475	65 812	313 965
	30 981 816	11 974 439	3 933 294	39 022 960

Amortissements

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	70 427	15 338	9 897	75 867
Immobilisations corporelles	5 022 302	1 995 969	728 931	6 289 341
	5 092 729	2 011 307 (*)	738 828	6 365 208
(*) Dont dotation :		1 530 004		
. linéaire				
. dégressive		479 564		
. exceptionnelle		1 739		

Provisions et dépréciations

	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	100 000	216 520		316 520
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	4 656	9		4 664
	104 656	216 529 (*)	(*)	321 184
(*) Dont :		48 465		
. exploitation				
. financier				
. exceptionnel		168 064		

(1) Les provisions pour risques et charges correspondent :

- à un litige de la société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, qui a été assignée par le ministre de l'économie et des finances devant le tribunal de Commerce de Paris, en vue d'obtenir la restitution de remises additionnelles perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs. La quote-part de remises additionnelles susceptible d'être reversées par la société s'élève à 100 k€,

- à des réductions sur ventes accordées aux clients sur l'exercice et non utilisées à la clôture de l'exercice ; ces réductions sur ventes sont valorisées au coût de revient de l'avantage accordé et s'élèvent à 48 k€,
- au risque de non imputation sur l'impôt sur les bénéfices dans les 5 ans, de réductions d'impôts mécénat à hauteur de 168 k€.

Biens pris en crédit-bail**Néant****Créances : état des échéances**

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	313 965	7 451	306 514
Acomptes versés sur commandes	15 554	15 554	
Créances d'exploitation	3 684 230	3 684 230	
Créances diverses	1 152 960	1 152 960	
Charges constatées d'avance	357 021	357 021	
	5 523 730	5 217 216	306 514

Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	1 225 162	1 225 162		
Emprunts bancaires (1)	31 356 076	2 328 012	11 409 937	17 618 126
Emprunts & dettes financières divers (2)	3 822 578	12 417	3 810 160	
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	6 787 638	6 787 638		
Dettes diverses	1 037 872	1 037 872		
Produits constatés d'avance	2 333	2 333		
	44 231 659	11 393 434	15 220 097	17 618 126

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 19 566

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 13 210 250

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 1 912 870

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 3 798 736

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	-
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	-

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

	<u>Hypermarché</u>	<u>Drive</u>	<u>Express</u>	<u>Total</u>
- Ventes de marchandises	30 630 596	12 617 972	2 385 451	45 634 019
- Production vendue (biens)	11 421	-	-	11 421
- Production vendue (services)	721 557	381 697	81	1 103 336
	31 363 574	12 999 669	2 385 533	46 748 776

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	14
- Agents de maîtrise	27
- Employés	212
	253

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

A compter du 1^{er} janvier 2019, le CICE a été supprimé et remplacé par une réduction de 6 points des charges sociales (assurance maladie) sur les salaires inférieurs à 2.5 fois le SMIC.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Dégrèvement d'impôt	-	21 914
Cessions d'immobilisations corporelles (*)	3 128 654	3 517 174
Immobilisations mises au rebut	1 739	-
	3 130 393	3 539 088

(*) Les produits et charges exceptionnels sur cession d'immobilisations corporelles correspondent à la V.E.F.A. de lots de copropriété de la galerie marchande facturée à la société LAGEMA à hauteur de 3 042 k€ pour les charges, et 3 427 k€ pour les produits, soit une marge de 385k€.

Participation des salariés	Néant
----------------------------	-------

Taux de l'impôt sur les bénéfices	Néant
-----------------------------------	-------

Intégration fiscale

A compter du 1^{er} février 2017, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère JLT SUD. La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts (provision pour impôts sur réduction d'impôts mécénat)	30 971
- Impôt concernant le résultat exceptionnel	-
	30 971

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 28 %)	3 348
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 28 %)	1 210

La société dispose d'un déficit fiscal reportable de 3 154 838 €.

AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles et personnelles

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce, privilège de prêteur de deniers, mandat d'hypothéquer à première demande) à hauteur de 31 356 075 € et par ses sûretés personnelles à hauteur de 7 563 967 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	1 835 290	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	148 400	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	-	-
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective nationale du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.5 % (*) ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 2 % (*) ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 38 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2018.

(*) Le taux d'inflation et le taux d'actualisation ont été fixés en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ 169 000 €

Entreprises liées

	JOUE ENERGIE	LAGEMA	LES MARCHANDIERES	JLT SUD
Participations	10 000		9 995	
Créances rattachées à des participations		3 314	112 670	
Créances diverses	51 202	344 372		192 277
Emprunts et dettes financières divers				1 696 372
Produits de participation	746	3 314	693	
Intérêts et charges assimilées				1 981

Filiales & participations à plus de 50 %

S.A.S. JOUE ENERGIE 37 300 JOUE LES TOURS R.C.S. TOURS 839 062 171	S.A.S. LES MARCHANDIERES 37 300 JOUE LES TOURS R.C.S. TOURS 795 287 796
--	---

Capital	10 000	10 000
Capitaux propres autres que le capital	-70 350	14 058
Quote-part du capital détenu	100.00%	99.95%
Valeur brute des titres détenus	10 000	9 995
Valeur nette des titres détenus	10 000	9 995
Prêts et avances consentis	-	-
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	9 100 551	45 972
Résultat du dernier exercice clos	-25 047	18 762
Dividendes encaissés	-	-
Date de clôture du dernier exercice	31/01/2020	31/01/2020

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.